

PROFESSIONNALISATION DES FORMATIONS DES UNIVERSITES PUBLIQUES EN AFRIQUE : CONCERT DES POUVOIRS ET DES CLASSES SOCIALES !

Dibaataba BALOGAH

Docteur en Sciences de l'éducation et de la formation

Université de Lomé/INSE,

dbalogab@yahoo.com.

Résumé

Les Universités publiques d'Afrique ont accueilli l'incontournable professionnalisation de leurs formations, une innovation pédagogique portée par la réforme LMD. Or, ce processus engage plusieurs acteurs pouvant être répartis en trois classes sociales aux intérêts divergents et au sein desquelles trônent des pouvoirs spécifiques. Le présent article a pour objectif d'analyser les interactions (ou mieux les rapports) des groupes sociaux sur l'arène de la professionnalisation des formations des universités publiques en Afrique. En s'inspirant des analyses de Gbikpi-Bénissan (2006), de Valenduc (2012) et d'une documentation variée et partant d'une relecture des recherches sur la professionnalisation des offres de formation des universités publiques togolaises (Balogab, 2021), la mobilisation des données issues de travaux de recherche a permis de vérifier l'hypothèse selon laquelle les rapports des groupes sociaux en interaction dans le champ de la professionnalisation des formations des universités publiques en Afrique, sont de diverses natures, mais à la fois conflictuels et harmonieux (ou consensuels). Après analyse des interactions ou des rapports entre les pouvoirs ou les classes sociales sur le champ de la professionnalisation des formations des universités publiques en Afrique, l'article révèle que l'acceptation de ce processus est le fruit du compromis ou d'un consensus social. Malgré les conflits symboliques et matériels entre les pouvoirs et les classes sociales, une harmonie sociale apparente règne sur le champ de la professionnalisation des formations des universités publiques en Afrique.

Mots clef: *Professionnalisation des formations, universités publiques, classes sociales, pouvoirs, harmonie sociale*

Abstract

Public universities in Africa have welcomed the inevitable professionalization of their courses, a pedagogical innovation driven by the BMD reform. However, this process involves several actors who can be divided into three social classes with divergent interests and within which specific powers reign. The objective of this article is to analyze the interactions (or rather the relations) between social groups on the arena of professionalization of the courses of public universities in Africa. Inspired by the analyses of Gbikpi-Bénissan (2006), Valenduc (2012) and a variety of literature, and starting from a rereading of researches on the professionalization of training offers in the Togolese public universities (Balogab, 2021), the mobilization of data from research works has made it possible to verify the hypothesis that the relations and interactions between social groups in the field of the professionalization of the courses of public universities in Africa, are of various natures, but both conflictual and harmonious (or consensual). After analyzing the interactions and relations between powers or social classes in that field, the article reveals

that acceptance of the professionalization process is the result of compromise or social consensus. Despite the symbolic and material conflicts between the powers and the social classes, an apparent social harmony reigns over the field of professionalization of the courses of the public universities in Africa.

Keywords : *Professionalization of training offers, public universities, social classes, powers, social harmony*

Introduction

Dans un article par lequel il propose un modèle théorique interprétatif de la dynamique sociale de l'éducation, Gbikpi-Bénissan (2006) explique la dynamique éducative en s'appuyant sur le conflit des classes dans la société contemporaine. Alors qu'il critique la définition durkheimienne de l'éducation, il souligne que le conflit des générations est secondaire et que « la contradiction majeure est celle qui oppose les groupes sociaux dominants aux groupes sociaux dominés » (p. 145). Il démontre par-là que l'arène éducative est marquée par les conflits entre les groupes sociaux dominants et les groupes sociaux dominés. La question éducative englobant la professionnalisation des formations, nous pouvons déduire que ces conflits des groupes sociaux s'opèrent aussi autour de la professionnalisation des formations supérieures. Gbikpi-Bénissan (2006) en abordant la dynamique éducative sous l'angle de la lutte des groupes sociaux identifie dix (10) interactions éducatives. Mais il n'aborde pas toutes les interactions, étant donné que certaines des interactions peuvent être d'une autre nature, car remplissant d'autres fonctions que d'éduquer. Notre sujet est certes dans le domaine de l'éducation et de la formation, mais va au-delà de la dynamique sociale de l'éducation ou de la formation. Gbikpi-Bénissan (2006) s'est limité aux 10 interactions que la délimitation de sa problématique lui a permis d'identifier. La dynamique sociale de la professionnalisation des formations cache certainement d'autres interactions de natures diverses qu'il convient d'illustrer en analysant la mobilisation des pouvoirs et des classes sociales sur le champ de la professionnalisation des formations des universités publiques en Afrique.

Le sujet abordé ici s'inscrit dans cette logique et le présent article a pour objectif d'analyser les interactions (ou mieux les rapports) des groupes sociaux sur l'arène de la professionnalisation des formations des universités publiques en Afrique. Celle-ci est, selon la définition de José (2018),

« (...) une certaine conception des contenus et des méthodes de formation articulant des logiques disciplinaires de formation et de recherche et des logiques professionnelles prenant en compte les perspectives d'emploi des étudiants. Elle se concrétise par une forme singulière de construction des programmes de formation articulant connaissances, savoirs et compétences dans le but de préparer à l'activité professionnelle en fournissant au plus grand nombre, comme c'est le rôle du système éducatif dans son ensemble, des ressources solides, variées et nécessaires pour la vie dans toutes ses dimensions ».

Pour Balogah (2021), la professionnalisation des formations supérieures est :

« Ce processus par lequel les autorités universitaires et patronales élaborent et mettent en œuvre des offres de formations professionnelles ou professionnalisantes afin de permettre la socialisation professionnelle, l'amélioration de l'employabilité et l'acquisition des compétences professionnelles chez les étudiants en adéquation avec le milieu du travail ». (p. 164).

Ce processus engage plusieurs acteurs (politiques, économiques, universitaires et les demandeurs des formations) mobilisés depuis l'élaboration des politiques de professionnalisation jusqu'à la mise en œuvre des offres de formations professionnelles en passant par leurs élaborations. Ces acteurs peuvent être classés par groupe social ou classe sociale suivant des critères (Sur le problème de mesure des classes sociales voir Cherkaoui & Lindsey (1977)). En prenant le critère de pouvoir, celui-ci étant défini comme « la capacité d'un acteur d'imposer sa volonté aux autres » (Aron, (1962), nous avons le pouvoir politique (les gouvernants), le pouvoir économique (le patronat), le pouvoir intellectuel (les enseignants-chercheurs) et le pouvoir d'achat (les apprenants). Mais en considérant la stratification sociale dans la logique de Marx ou de Gbikpi-Bénissan (2006), nous avons d'un côté les groupes sociaux dominants (ou classe sociale dominante) et de l'autre les groupes sociaux dominés (classes sociales populaires), sans oublier la classe moyenne. Tous ces acteurs font partie de la société et exercent des pouvoirs différents sur les institutions d'enseignements supérieurs en vue de satisfaire des intérêts qu'ils recherchent collectivement ou

individuellement. Nous savons que les intérêts poursuivis par le patronat dans le cadre de la professionnalisation des formations supérieures ne sont pas les mêmes que ceux recherchés par les apprenants ou leurs familles. Les autres acteurs (gouvernants et universitaires) ont eux aussi des intérêts parfois divergents mais le plus souvent convergents puisqu'ils s'accordent pour former les citoyens. Cette situation d'expression des pouvoirs et de divergences des intérêts recherchés par les uns et les autres donne un autre sens à la professionnalisation des formations supérieures. Donc, celle-ci cache des interactions à la fois contradictoires et congruentes des groupes sociaux impliqués dans la mise en place des formations professionnelles supérieures. La professionnalisation des formations supérieures est donc le lieu des interactions conflictuelles et d'harmonie des classes sociales aux intérêts divergents. Le présent article mène une réflexion argumentée sur ces interactions cachées en s'appuyant sur les théories des conflits et de l'harmonie des classes sociales.

Selon Karl Marx (1948), une classe (voir aussi Chauvel, 2001) est un groupe d'hommes qui occupent une place spécifique dans les rapports de production avec des intérêts communs qu'ils s'organisent pour défendre. Il a proposé deux classes sociales en conflit, notamment la classe capitaliste ou bourgeoise qui possède les moyens de production et exploite le prolétariat qui n'a que sa force de travail à vendre. Voyant les limites de l'analyse de Marx (1948), Weber (1905) démontre que la stratification économique ne partage la société qu'en deux classes alors qu'il existe une stratification basée sur le prestige qui réunit des individus dans les groupes de statut. Si l'origine du conflit est économique pour Marx, Dahrendorf (1959) la déplace vers le pouvoir (l'autorité). Dahrendorf « estime en effet, que le pouvoir a échappé aux détenteurs des capitaux dans les grandes entreprises modernes et qu'il est désormais exercé par des cadres dirigeants salariés de l'entreprise. Les classes sociales ne sont donc pas en conflit pour la propriété des moyens de production mais pour l'exercice de l'autorité » (Contoussé & Renouard, 1997). De son côté, Bourdieu définit les classes sociales selon des capitaux (économique, culturel et social) mais privilégie le domaine culturel au sein du social. Il pense que « dans chacun des domaines de la vie sociale (les champs sociaux), les classes sont en compétition pour la valorisation des capitaux. Pour dominer un champ social et en tirer le meilleur parti, une classe a besoin de faire accepter aux autres sa vision du monde qui lui soit favorable » (Contoussé & Renouard, 1997). Il

ressort de ce point de vue que la lutte des classes est à la fois matérielle et symbolique.

Ce sont donc ces conflits qui provoquent les changements sociaux (Dahrendorf) voire des innovations pédagogiques comme la professionnalisation des formations supérieures dans le contexte de la réforme LMD. Mais selon d'autres théoriciens de la lutte des classes, il arrive parfois que les classes sociales parviennent à des consensus ou à une harmonie sociale. Ceci se produit grâce à l'échelle sociale qui permet d'éviter les conflits centraux et de rendre possible une ascension sociale. Cette ascension sociale des classes inférieures réduit les inégalités entre les classes sociales qui parviennent à une harmonie ; l'égalité étant une condition d'harmonie sociale (Griffin-Collart, 1971). L'harmonie sociale est également possible si la classe dominante accepte les critiques des classes inférieures et accepte des compromis.

Le terme « concert » utilisé dans le sujet signifie « accord » ou « harmonie » ou mieux « consensus ». Il faut donc comprendre par « concert des pouvoirs et des classes sociales », l'harmonie ou le consensus entre les pouvoirs et/ou les classes sociales.

Si nous considérons que les institutions d'enseignement supérieur sont les lieux où les différents pouvoirs et les différentes classes sociales défendent leurs intérêts ou imposent leurs visions du monde (Gbikpi-Bénissan, 2006), comment caractériser les rapports des groupes sociaux sur le champ de la professionnalisation des formations des universités publiques en Afrique ? Pour répondre à cette question, il convient, à la lumière des théories de références, d'émettre l'hypothèse selon laquelle les rapports des groupes sociaux en interaction dans le champ de la professionnalisation des formations des universités publiques en Afrique, sont de diverses natures, mais à la fois conflictuels et harmonieux (ou consensuels). Pour éviter des confusions, il faut comprendre par « universités publiques », ces établissements publics d'enseignement qui répondent au modèle traditionnel d'université marqué par le regroupement des maîtres savants et de leurs élèves, la recherche et la diffusion des nouvelles connaissances ainsi que l'enseignement des connaissances (Granget, 2006). Les universités jouissent d'une franchise et d'une autonomie qui les protège normalement de la dictature des pouvoirs économique et politique (Finance, 2015 ; Dia, 2015).

L'article s'appuie sur une approche purement qualitative. En s'inspirant des analyses de Gbikpi-Bénissan (2006), de Valenduc (2012) et d'une documentation variée et partant d'une relecture des recherches sur la professionnalisation des offres de formation des universités publiques togolaises (Balogah, 2021), la mobilisation des données issues de travaux de recherche nous permettra de décrire les interactions et les rapports entre les pouvoirs et les classes (1), de démontrer qu'au-delà des zones de conflits symboliques voire matériels (2), une harmonie apparente marque les rapports entre les pouvoirs et les classes sociales (3) sur le champ de la professionnalisation des formations des universités publiques en Afrique.

1. Les interactions entre les groupes sociaux sur le champ de la professionnalisation des formations supérieures

L'observation des interactions sur le champ de la professionnalisation des formations supérieures a permis de proposer un modèle interprétatif de la dynamique des pouvoirs et des classes sociales dans ce champ. Le modèle placé à la fin de cette section nous présente 9 interactions que nous explicitons dans les lignes qui suivent.

1.1 Les interactions entre la classe sociale dominante et les autres classes

1.1.1 Les interactions entre la classe dominante et la classe moyenne

La classe dominante constituée du pouvoir politique et du pouvoir économique dans le cadre de la professionnalisation des formations supérieures est en interaction avec la classe moyenne constituée des enseignants du supérieur qui détiennent le pouvoir intellectuel. Ces interactions permettent de rendre pertinentes les formations dispensées par les institutions d'enseignement supérieur (IES).

L'interaction (1) entre le pouvoir politique et le pouvoir intellectuel s'exprime par les réformes, les innovations pédagogiques portées par les politiques d'enseignement supérieur, telles que les politiques de professionnalisation, impulsées par les gouvernements et élaborées avec l'implication du monde professionnel, de la société civile et des enseignants. Cette interaction est plus forte entre le pouvoir politique et les universités publiques, puisqu'étant des établissements

publics, elles sont financées et contrôlées par l'autorité publique. Le pouvoir politique évalue la qualité des formations, autorise l'ouverture des établissements ou ferme ceux qui ne se conforment pas à la loi.

L'interaction **(2)** entre le pouvoir économique et le pouvoir intellectuel est la manifestation des rapports qui existent entre les IES (qui incarnent le pouvoir intellectuel détenu par les enseignants, les enseignants-chercheurs et les chercheurs) et le monde économique (qui incarne le pouvoir économique et est représenté par le patronat (les chefs d'entreprise)). Le pouvoir économique intervient dans l'élaboration et la mise en œuvre des offres de formation en contrôlant la pertinence des formations par rapport aux besoins du monde économique (Côme, 2012). En réalité, dans le processus de mise en place d'une formation professionnelle, que l'initiative vienne du pouvoir économique ou qu'elle vienne du pouvoir intellectuel, les IES sont obligées de composer avec les professionnels, experts de la profession à laquelle elles veulent former leurs apprenants, futurs professionnels. Au cas contraire, les diplômés risquent de végéter dans le chômage. Les IES sont tenues de solliciter au niveau des entreprises des stages de perfectionnement à leurs étudiants et de coorganiser des formations par alternance (Greffé, 1997). Le pouvoir économique demande aussi aux IES des formations continues en faveur des employés des entreprises.

1.1.2 Les interaction de la classe dominante avec la classe populaire

L'interaction **(3)** entre le pouvoir politique et la classe populaire (pouvoir d'achat) est marquée par les consultations des familles, de la société civile (les associations d'étudiants) afin de prendre en compte leurs besoins dans l'élaboration des politiques et ce, dans le respect des valeurs partagées par la société en général. Cette interaction s'exprime également par l'octroi des bourses pour le paiement des frais de scolarité, surtout dans les institutions publiques. Parfois les étudiants peuvent mener des actions de révolte pour demander à l'Etat l'amélioration de la qualité ou de la pertinence des formations. Mais de telles actions sont rares. Au Togo par exemple, les revendications des étudiants des universités publiques concernaient plus les allocations de bourses et d'aide que l'amélioration des conditions de travail. Les rapports qui existent entre le pouvoir politique et la classe populaire sont des rapports de collaboration (pour la qualité des formations) et de soutien (l'Etat octroie des bourses aux apprenants).

L'interaction (4) est l'expression, au-delà des stages et des périodes d'alternances, des recrutements des diplômés issus des IES. Le monde professionnel évalue la qualité des formations des IES en jugeant les compétences de leurs diplômés. Dans bien des cas les entreprises offrent des formations complémentaires à certains diplômés afin de développer chez eux des compétences spécifiques. Les coûts et le temps perdu causés par ces formations poussent les employeurs à exiger la professionnalisation des formations supérieures. Ici, les rapports sont à la fois formatifs et professionnels. Les rapports formatifs ressemblent aux interactions éducatives (Gbikpi-Bénissan, 2006), mais dans le cas de la formation professionnelle, le jeune n'a rien à apprendre au professionnel, expert dans son domaine. Les rapports sont aussi professionnels car certains des étudiants sont des professionnels envoyés par le pouvoir économique pour suivre des formations continues.

1.2 Interaction à l'intérieur de la classe dominante entre le pouvoir politiques et le pouvoir économique

L'interaction (5) entre les deux pouvoirs politiques et économiques leur permet d'abord de renforcer leur domination et leur contrôle de l'appareil idéologique de l'Etat (Althusser, 1970) et dans le cas d'espèce les IES (Fossaert, 1983) qui doivent former (suivant une logique adéquationniste) les citoyens et les employés qualifiés dont l'économie a besoin (Michaud, 2020). La prise en compte des besoins du tissu économique permet de diminuer le chômage dans le pays. Cette interaction permet au pouvoir politique d'obtenir du pouvoir économique le financement de la formation professionnelle comme c'est le cas en France et dans d'autres pays (Geoffroy, 2002 ; AFD, 2005).

En effet, la mise en place des formations professionnelles supérieures est coûteuse. Ce qui explique la cherté de certaines formations professionnelles et les rend hors de portée des étudiants des couches défavorisées. Ainsi, l'institution des taxes (République Française, 2007) pour la formation permet de financer les formations professionnelles de haut niveau dans les universités publiques. Somme toute c'est par cette interaction que l'Etat peut mobiliser les subventions des organismes nationaux et internationaux pour financer les formations professionnelles supérieures.

Les deux pouvoirs de la classe dominante entretiennent des rapports de collaboration et de négociation. Parfois, le pouvoir

économique fait le lobbying sur le pouvoir politique sans pour autant exercer une domination sur lui. Les deux collaborent dans l'élaboration des politiques d'éducation et négocie des choses dans l'intérêt de la professionnalisation des formations supérieures.

1.3 Les interactions entre la classe moyenne et la classe populaire dans les universités publiques

L'interaction (6) est de deux natures. D'abord, elle est mercantiliste dans ce sens qu'il y a une sorte de marché des formations supérieures professionnelles qui s'établit de plus en plus dans le monde universitaire. Ce marché est caractérisé par l'offre et la demande et l'accès à une formation dépend de son coût et du pouvoir d'achat de l'étudiant. C'est donc des rapports commerciaux qui marquent au prime abord la relation entre les institutions d'enseignement supérieurs et les apprenants. Ceci est surtout vrai pour les offres des institutions privées d'enseignements supérieurs. Or, ce ne sont pas nécessairement les enseignants qui fixent les coûts des formations. Ce sont souvent les responsables des IES qui le font. C'est donc dire que ce rapport de type commercial où l'apprenant a la casquette de client n'implique pas une interaction directe avec le pouvoir intellectuel représenté par l'enseignant. Celui-ci intervient souvent dans les situations d'enseignement-apprentissage. Et c'est dans ce contexte que le second aspect de l'interaction entre les étudiants et les enseignants est de nature éducative.

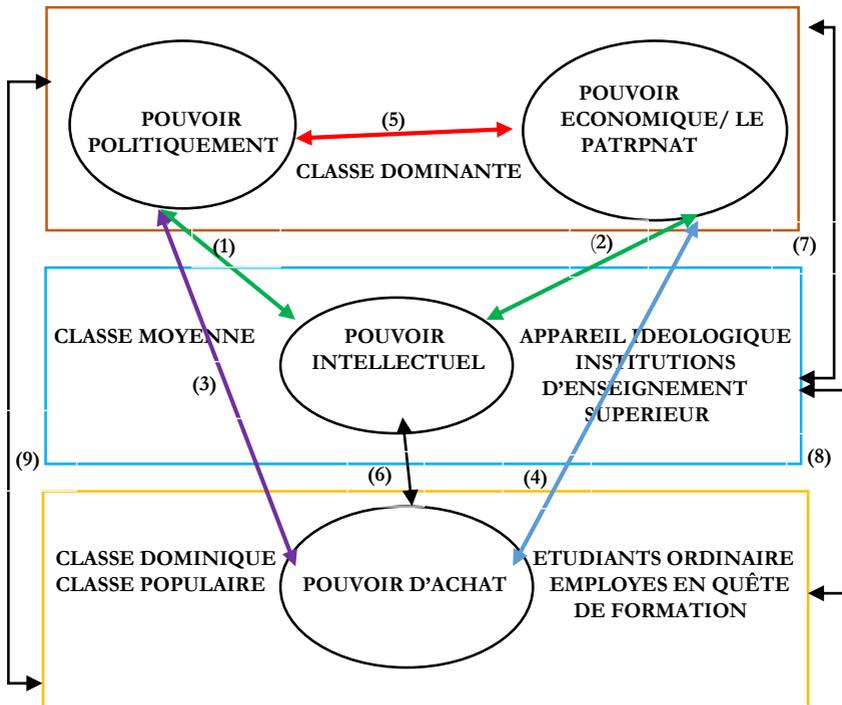
L'interaction (6) est donc de nature éducative en plus de la nature mercantile. Cette interaction englobe l'action formative exercée par les enseignants (et des professionnels associés à l'enseignement) sur les apprenants. Ceux-ci peuvent collaborer dans des groupes de travail ou autour des projets dans le cadre des approches pédagogiques actives telles que l'approche par compétence. Elle englobe aussi le feedback des apprenants sur la formation ou sur les situations d'enseignement-apprentissage, feedback par lequel ils expriment leurs satisfactions ou insatisfaction. Il arrive que des enseignants ou les responsables d'IES mènent des enquêtes de satisfaction sur les formations et le déroulent des cours, l'organisation et le fonctionnement de l'institution dans le but d'améliorer la qualité et la pertinence du service éducatif.

1.4 Synthèse des rapports de classe sur le champ de la professionnalisation des formations supérieures

Les six interactions entre les différents pouvoirs en action sur le champ de la professionnalisation des formations supérieures peuvent être synthétisées en trois interactions entre les classes sociales. Les rapports qui s'expriment par l'interaction **(7)** sont de nature collaborative et régulatrice. La classe dominante collabore avec la classe moyenne pour former les futurs professionnels dont l'économie a besoin. Cette collaboration se fait à travers le financement des formations supérieures par l'Etat ou les entreprises, l'assistance dans l'élaboration et la mise en œuvre des offres de formation professionnelle par les professionnels. Mais la régulation est une fonction essentielle de l'Etat qui se fait au moyen des politiques éducatives, les réformes pédagogiques, l'évaluation des systèmes de formations et la constitution d'un cadre juridique efficace pour contenir l'action formative sur la bonne trajectoire. Cependant, l'autonomie des IES telles que les Universités publiques peuvent affaiblir ce contrôle régalien et dans ce cas, les instances supranationales comme le CAMES et l'Association des Universités Africaines peuvent renforcer le contrôle de l'Etat. Malgré tout, il arrive des moments de conflits, les enseignants-chercheurs s'organisant en syndicats ou en faction pour protester contre des réformes pédagogiques (Vaillant, 2005).

L'interaction **(8)** matérialise les rapports entre la classe moyenne caractérisée par le pouvoir intellectuel et la classe populaire avec un pouvoir d'achat généralement faible (Balogah, 2021). Mais cette interaction est plus formative et peut-être collaborative. S'il y a un rapport de domination, c'est à cause de l'autorité de l'enseignant que celui-ci construit et conserve par la maîtrise de sa discipline ou de son enseignement. L'interaction **(9)** est de nature formative. Les apprenants font des stages de formation dans les entreprises créées et/ou dirigées par les membres de la classe dominante. Ici, ce ne sont pas les rapports de domination qui importent. Mais il convient de retenir que les patrons, membres de la classe dominante, ouvrent facilement les portes de leurs entreprises aux jeunes de la classe populaire, leurs futurs employés pour faciliter leur formation. Lors de leur immersion dans le milieu professionnel, les apprenants de la classe populaire collaborent en exécutant les tâches qui leur sont confiées.

Figure 1 : Modèle des interactions entre les pouvoirs et les classes sur le champ de la professionnalisation des formations supérieures



Source : Auteur

2. La divergence des intérêts fait naître des conflits entre les groupes sociaux

Sur le champ de la professionnalisation, les intérêts des classes sont presque divergents. Nous analysons les intérêts en jeu ici selon les classes et selon les pouvoirs à l'intérieur de chaque classe. Dans la logique de la théorie marxiste de la division des classes, les membres de chaque classe sociale ont des intérêts en commun et mettent tout en œuvre pour défendre ces intérêts.

Sur le champ de la professionnalisation des formations supérieures, les classes dominantes veulent avoir une force de production bien qualifiée. Les employés de leurs entreprises doivent

développer des compétences professionnelles pour bien faire tourner leurs industries et entreprises de service afin de créer plus de richesse. En effet, parmi les capitaux nécessaires au bon fonctionnement des industries, le capital humain n'est pas des moindres. Celui-ci se construit, se développe et se maintient au moyen de la formation et de la santé. Si la formation professionnelle supérieure nous intéresse ici, il faut avant tout rappeler que la formation professionnelle vient d'abord du milieu économique ; elle s'est aujourd'hui imposée au milieu éducatif, impliquant ainsi une intrusion du monde économique dans les sphères scolaire et universitaire. C'est donc pour satisfaire leurs intérêts que le patronat s'affaire à ce que les diplômés des IES passent par des formations professionnelles pour répondre à ses besoins en compétence. Or, l'Etat, lui-même employeur, a intérêt à ce que les formations supérieures se professionnalisent. En effet, l'incompétence des diplômés est d'un côté un indicateur de la mauvaise qualité et de l'impertinence du système de formation d'un pays et de l'autre un des facteurs explicatifs du chômage. Un fort taux de chômage est une mauvaise nouvelle pour tout gouvernement dans le monde. Il est donc normal que le pouvoir économique et le pouvoir politique mettent tout en œuvre pour que les formations supérieures soient professionnalisées. Ceci peut ne pas être totalement l'intérêt de la classe moyenne (du pouvoir intellectuel).

La classe moyenne, représentée ici par le pouvoir intellectuel, n'est en réalité pas tout à fait d'accord avec la professionnalisation des formations supérieures dans les universités. Celles-ci selon le modèle traditionnel doit s'en tenir à la recherche, à la diffusion des résultats de la recherche et à l'enseignement des connaissances perpétuellement actualisées au moyen de la recherche. C'est donc dire que les enseignants-chercheurs vont s'intéresser moins ou pas du tout à la professionnalisation des formations de leurs établissements, alors qu'ils recrutent la majorité des étudiants. Il reste que la massification des effectifs d'étudiants ne les arrange du tout pas, puisqu'elle oblige à aller à la professionnalisation. C'est ici que le conflit se manifeste. La classe moyenne des universités publiques est donc sous pression (Balogah, 2021, Bigot, 2008). Depuis l'introduction de la réforme LMD dans les universités africaines, certaines des résistances des enseignants-chercheurs concernent la professionnalisation des formations de leurs universités. C'est le cas dans les universités publiques togolaises où les enseignants-chercheurs en s'opposant à l'intrusion du monde

économique dans le monde universitaire résistent à la professionnalisation des offres de formation (Balogah, 2021).

Les étudiants, surtout ceux de la classe populaire, sont nombreux à désirer les formations et les diplômes professionnels afin d'augmenter leurs chances d'insertion professionnelles. Le choix d'une formation professionnelle fait d'ailleurs partie de leurs stratégies de positionnement social par l'école (Balogah, 2015). C'est pour cela qu'ils sont plus de 80% des étudiants dans les universités publiques togolaise à désirer les formations professionnelles (Balogah, 2021). Et il est évident que c'est le cas, du moins dans toutes les universités de l'Afrique subsaharienne. Mais il n'y a pas de fortes résistances à la professionnalisation des formations au niveau des étudiants en tant que telles. Le vrai problème se trouve au niveau des frais de formations dans les universités. Pour des formations professionnelles qui coûtent environs 500000 FCFA, les étudiants, majoritairement issus de la classe populaire, sont incapables de déboursier au moins 300000 FCFA (Balogah, 2021). Ici, la résistance est tournée vers le marché de la formation, donc contre les prix de vente des formations. Cette résistance est synonyme d'un conflit symbolique entre la classe moyenne et la classe populaire.

3. Harmonie ou consensus des pouvoirs et des classes sociales

Balogah (2021) montre que malgré quelques résistances et la peur de l'intrusion et de la domination du monde économique à l'université au niveau des enseignants des universités publiques togolaises, la majorité des enseignants sont favorable à la professionnalisation des formations universitaires. Bataille gagnée pour la classe dominante ? Peut-être non ! L'auteur indique que même si les enseignants sont majoritaires à accepter la professionnalisation à l'université, ils sont aussi nombreux à douter de la mise en œuvre des offres de formations professionnelles, car celle-ci coûtera une sacrée somme aux universités alors que leurs étudiants, issus de familles pauvres, ne sont pas capables de payer les frais de formation. Cependant, la détermination de la majorité des enseignants à aller vers la professionnalisation des formations universitaires est un coup dur à l'idée d'abandonner ce processus.

Au final, des trois classes, on obtient les majorités qui s'accordent pour la professionnalisation des formations. En effet, même

si les membres de la classe dominante veulent des diplômés compétents qu'ils vont exploiter dans leurs entreprises (selon la logique marxiste), les apprenants, membres de la classe populaire, veulent mieux se préparer pour éviter le chômage, même s'ils vont servir comme des prolétaires dans les entreprises de leurs patrons. D'ailleurs, leurs rêves de gravir l'échelle sociale a la forte chance de devenir réalité, leur permettant ainsi d'effectuer une mobilité sociale (Calmand et *al.*, 2014). Certes, tous n'échapperont pas à ce système de reproductions des inégalités sociales orchestré par la classe dominante et exécuté par la classe moyenne (le pouvoir intellectuel) (Panagiotis, 2014). L'harmonie (le consensus) n'est qu'apparente. Avec des intérêts et des objectifs divers et congruents parfois, les pouvoirs et les classes sociales ont finalement trouvé un même moyen, celui de la professionnalisation des formations supérieures, pour arriver à leurs fins ultimes.

Conclusion

L'analyse des interactions entre les pouvoirs et les classes sur le champ de la professionnalisation des formations des universités publiques en Afrique, nous laisse entrevoir qu'en fait la mise en place de la professionnalisation des formations dans les universités publiques est une question de lutte de classes sociales portée par des pouvoirs. Alors que l'Université publique, confortée dans le modèle traditionnel d'université, jouissait pendant longtemps d'une autonomie, elle s'est presque transformée aujourd'hui non seulement en un appareil idéologique des pouvoirs politiques et économiques mais aussi en une industrie de production des compétences au service du monde économique. C'est clair, le pouvoir économique a collaboré avec le pouvoir politique pour imposer la professionnalisation des formations universitaires au pouvoir intellectuel. Dans ces conditions, les conflits, parfois symboliques parfois matériels et ouverts (révoltes des syndicats d'enseignants, publication d'articles engagés pour dénoncer cette imposition), se sont déclarés entre la classe dominante (le pouvoir politique et le pouvoir économique) et la classe moyenne intellectuelle des universités publiques. Les apprenants de la classe populaire en quête des diplômes et des compétences professionnels, toujours de plus en plus nombreux dans les universités publiques accueillent avec allégresse cette bonne nouvelle de la réforme, habilement concoctée et soutenue voire imposée par les classes dominantes nationales et supranationales, dans le

but de protéger leurs intérêts, avec à l'arrière-plan la reproduction des classes et des inégalités sociales (Panagiotis, 2014). Il faut donc retenir que la professionnalisation des formations des universités publiques en Afrique témoigne d'une certaine harmonie (ou consensus) sociale apparente entre les pouvoirs et les classes sociales.

Références bibliographiques

AFD (2005), *Les mécanismes de financement de la formation professionnelle : Allemagne, Espagne, France, Royaume-Uni*, Agence Française de Développement (Département de la Recherche), Paris

Althusser Louis (1970), « Idéologie et appareils idéologiques d'État (Notes pour une recherche). » (Article originalement publié dans la revue *La Pensée*, no 151, juin 1970), in Althusser Louis (1970), *Positions*, pp. 67-125 Paris : Les Éditions sociales (1976).

Aron Raymond (1962), « Paix et guerre entre les nations » in *Calman-Lévy*, 1962, pp.16-17

Balogah Dibaataba (2015), *Les différences d'orientation et les inégalités de réussite au lycée d'enseignement général au Togo : Cas de la région pédagogique Lomé-Golfe*. Mémoire de Master, Université de Lomé

Balogah Dibaataba (2021), *Pratiques et logiques des acteurs au tour de la professionnalisation des offres de formation des universités publiques togolaises dans le contexte de la réforme LMD*. Thèse de doctorat, Université de Lomé.

Basty-Hamimi Florence (2011), « Une classe moyenne au Maroc ? » in *Les Cahiers de l'Orient*, 102, 31-42. <https://doi.org/10.3917/lcdlo.102.0031>

Bigot Régis (2008), « Les classes moyennes sous pression » in *Cahier de recherche* n° 249, décembre 2008, CREDOC.

Calmand Julien, Giret Jean-François et Guégnard Christine (2014), « Les formations professionnelles de l'enseignement supérieur en France au prisme de l'insertion et de la mobilité sociales des diplômés » in *L'orientation scolaire et professionnelle* [En ligne], 43/1 | 2014, mis en ligne le 07 mars 2017, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/osp/4307> ; DOI : 10.4000/osp.4307

Chauvel Louis (2001), « Le retour des classes sociales ? » in *Revue de l'OFCE*, 2001/4 (n° 79), p. 315-359. DOI : 10.3917/reof.079.0315. URL : <https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2001-4-page-315.htm>

- Cherkaoui Mohamed et Lindsey James K.** (1977), « Problèmes de mesure des classes sociales : des indices du statut aux modèles d'analyse des rapports de classe. » in *Revue Française de Sociologie* 18, pp. 233-270.
- Côme Thierry** (2012), « Quelle structure pour optimiser les relations universités – entreprises ? » in *Management & Avenir*, vol. 45, no. 5, 2011, pp. 107-125.
- Contoussé Marc et Renouard Gilles** (1997), *100 fiches pour comprendre la sociologie*, Bréal, Paris
- Dahrendorf Ralf** (1959), *Class and Class Conflict in Industrial Society*. Stanford University Press.
- Darbon Dominique (2012)**, « Classe(s) moyenne(s) : une revue de la littérature : Un concept utile pour suivre les dynamiques de l'Afrique » in *Afrique contemporaine*, 244, 33-51. <https://doi.org/10.3917/afco.244.0033>
- Dia Omar** (2015), « Les Franchises Universitaires Au Sénégal : Entre Autonomie et Servitude » in *KAS African Law Study Library - Librairie Africaine d'Etudes Juridiques* 2. 851-887. 10.5771/2363-6262-2015-4-851 <https://doi.org/10.5771/2363-6262-2015-4-851>, <https://www.nomos-elibrary.de/agb>
- Finance Jean-Pierre** (2015), « La problématique de l'autonomie des universités » in *Administration & Éducation*, vol. 147, no. 3, 2015, pp. 61-70.
- Fossaert Robert** (1983), *La société. Tome 6: Les structures idéologiques*, Paris: Les Éditions du Seuil,
- Gbikpi-Bénissan Datè Fodio** (2006), « Pour un modèle théorique interprétatif de la dynamique sociale de l'éducation » in *Revue interafricaine de Philosophie, Littérature et Sciences Humaines*, Revue Semestrielle N°s 005 & 006, Décembre 2006
- Geoffray Patrick** (2002), « Le financement de la formation professionnelle. Promotion René Cassin » in *Revue française d'administration publique*, vol. n°104, no. 4, 2002, pp. 563-571, repéré le 29 avril 2023 sur URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2002-4-page-563.htm>
- Granget Lucia** (2006), « Modèles et réalités incertaines de l'Université », in *Communication et organisation* [En ligne], 30 | 2006, mis en ligne le 21 juin 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/3469> ; DOI : 10.4000/communicationorganisation.3469

Greffe Xavier (1997), *La mise en place de formations initiales en alternance : enjeux, problèmes et solutions*, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO, Paris

Griffin-Collart Eveline (1971), « L'égalité: condition de l'harmonie sociale pour J.-J. Rousseau » in *Revue Internationale de Philosophie*, 25(97 (3)), 298–311. <http://www.jstor.org/stable/23940737>

José Rose (2018), « La professionnalisation des formations supérieures : facettes multiples et effets incertains » in *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* [En ligne], Hors-série n° 6 | 2018, mis en ligne le 14 février 2018, consulté le 04 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cres/3188>

Marx Karl et Engels Frederick (1948), *Manifeste du parti communiste*. Paris : Librio,

Michaud Renée, Bernier Amélie & Ben Mansour Jamal (2020), « L'adéquation formation-emploi : concepts et pratiques de gestion des ressources humaines » in *Relations industrielles / Industrial Relations*, 75(2), 296–320. <https://doi.org/10.7202/1070350a>

Özatalay Cem (n.d.), *Karl Marx, inventeur de « la théorie des classes sociales » ?* repéré le 13/04/2023 sur <https://shs.hal.science/halshs-00549485/document>

Panagiotis Sotiris (2014), « Enseignement supérieur et classes sociales : production et reproduction » in *Revue Période* (en ligne), 23 octobre 2014, repéré le 29 avril 2023 sur <http://revueperiode.net/enseignement-superieur-et-classes-sociales-production-et-reproduction/>

République française (2007), « Quelles stratégies pour professionnaliser l'enseignement supérieur ? », Actes de séminaire tenu du 31 janvier au 1^{er} février à Yaoundé, 1^{er} février 2007, p. 38, <https://doczz.fr/doc/730234/les-strat%C3%A9gies-pour-professionnaliser-l-enseignement>

Vaillant Denise (2005), *Les Réformes éducatives et les syndicats d'enseignants : des pistes pour l'action*, Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation, Paris repéré le 29 avril 2023 sur https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000141028_fre

Valenduc Gérard (2012), « Mutations des universités et concertation sociale : le contexte ». *Document de travail pour la conférence "Pouvoirs et contre-pouvoirs dans les universités : quel rôle pour la concertation sociale ?"* Louvain-la-Neuve, 26 janvier 2012

Weber Max (1905), *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus*. Berlin.